

## Luttes étudiantes

# UNEF Décentralisation

Jacqueline Giraud

Tandis que, le dimanche 3 mai, le Conseil National du P.S.U. faisait de Michel Rocard le candidat du socialisme, au Centre Universitaire Dauphine, les militants de l'UNEF se donnaient enfin les nouvelles structures dont ils n'avaient pas voulu en janvier à Marseille.

Ce besoin de restructuration, les dirigeants de l'UNEF l'avaient nettement ressenti lors des événements de mai et l'avaient déjà inscrit à l'ordre du jour des Assises de Grenoble, en juillet dernier. En effet, en période de montée des luttes, l'expérience de Mai avait montré l'inefficacité de l'ancienne organisation hiérarchisée en corpos et A.G. Son défaut essentiel était de dissocier les structures de décision (des responsables élus par un système complexe à plusieurs degrés) des structures de mobilisation dans les « amphis ». Le but poursuivi était donc de faire coïncider ces deux types de structures, essentiellement en supprimant ces structures intermédiaires sclérosantes que sont les conseils d'administration des corpos et des A.G.

Discutée à Grenoble, cette modification des structures aurait dû être adoptée à Marseille. Elle ne rencontrait en effet qu'une opposition politique minoritaire : celle de l'U.E.C. et de l'A.J.S. que leur réformisme corporatiste conduit évidemment à refuser toute transformation en organisation de masses. Mais paradoxalement, à Marseille, c'est la tendance dite des « comités d'action » qui, par un blocage systématique, devait empêcher la transformation de voir le jour.

Depuis, ces militants ont tiré la leçon de la relative faiblesse du mouvement étudiant au deuxième trimestre. Ils ont pu constater que leur refus de poser les problèmes de l'organisation du mouvement étudiant a favorisé son émiettement et fait le jeu de la tendance réformiste de l'UNEF Renouveau.

### UN VRAI CLIVAGE

Aussi, cette fois, la bataille des statuts qui s'est déroulée le dimanche a-t-elle dessiné une ligne de partage nette entre les militants à vocation révolutionnaire et les réformistes. Sur les 210 mandats, seuls les 50 détenus par l'U.E.C. et les 5 de l'A.J.S. se sont portés contre la transformation des statuts. La majorité des deux tiers, nécessaire à son adoption, était donc très largement obtenue.

Désormais, donc, l'U.N.E.F. est une sorte de fédération de « comités d'action » constitués au niveau des U.E.R. ou des facultés (les structures de modulation) et coordonnés au niveau de la ville par une A.G. dont l'essentiel est élu par les délégués des comités. Un congrès annuel réunit tous les délégués des comités. Dans l'intervalle, un collectif composé de deux délégués par ville se réunit, toutes les six semaines environ, pour contrôler l'activité du Bureau National, décider de l'adhésion de nouveaux comités, définir les thèmes des grandes campagnes, etc.

En même temps, la direction de l'UNEF souhaite redonner vie aux « offices », fédérations nationales par discipline. Dans

### le nouveau BN de l'UNEF

**Président d'honneur : Jacques Sauvageot**

**Président : Luc Barret (Agro., Montpellier).**

**Secrétaire Général : Roger Barralis  
(Aix-Droit).**

**Trésorière : Marie-José Thomas  
(Montpellier-Lettres).**

**Vice-Présidents :**

- M. Olivier (Sciences Po., Paris).**
- A. Rist (Mines, Saint-Etienne).**
- F. Peyronnet (Centrale, Lyon).**
- D. Ménétrey (Sciences, Reims).**
- O. Hintermeyer (Tech. Sup., Paris).**
- J. Desideri (Sciences Po., Paris).**
- Y. Najdorff (Droit, Paris).**
- G. Petitjean (Lettres, Dijon).**
- P. Dorival (Sciences Po., Paris).**

l'immédiat elle envisage déjà de réunir l' « office » de sociologie pour décider de l'action à mener contre la suppression du premier cycle de sociologie décidée par décret en avril.

## QUELLE BATAILLE

Ainsi transformée, l'UNEF devient un instrument à la fois plus efficace et plus démocratique susceptible de jouer à plein son rôle de mouvement de masses.

Restait à définir son orientation. A cet égard le vote du rapport d'activité, adopté par 100 mandats contre 55 et 27 abstentions, était déjà significatif. Il marquait un double refus : celui de la politique de participation pratiquée par l'UNEF Renouveau, et celui de la pratique sectaire de certaines organisations pour qui l'Université est moins un terrain de lutte en soi qu'un lieu de recrutement pour leur propre compte.

Le premier refus est évidemment le plus important. L'Assemblée Générale de l'UNEF a montré qu'en dépit de ses succès électoraux,

fondés sur une grande ambiguïté, l'UNEF Renouveau demeurerait faible en militants. La grande majorité des délégués a confirmé son refus de participer à la réforme d'E. Faure et sa volonté d'engager la lutte sur les deux terrains où va se concrétiser cette réforme au troisième trimestre : les modalités de contrôle des connaissances et la définition des nouvelles Unités de Recherche et d'Enseignement. Reste à savoir, à l'Université comme dans les entreprises, dans quelle mesure la campagne pour les élections présidentielles peut provoquer, ou non, un blocage des mouvements de masses.

Quoi qu'il en soit des luttes au troisième trimestre, l'UNEF est désormais renforcée par sa décentralisation, et dotée d'une Direction Politique qui a fait la preuve de son autorité en réussissant, le 11 mars, à constituer partout des cortèges UNEF, contre la volonté scissionniste de l'UNEF Renouveau, et sans l'appui des militants des groupuscules. Les leçons de Mai ont mis un an à porter leurs fruits. □



***Tribune Socialiste***

N° 411 – JEUDI 15 MAI 1969

Page 2